



Le 29 septembre 2022 une journée de grève et de manifestation importante pour nos salaires et notre régime indemnitaire

L'intersyndicale interprofessionnelle appelle ce 29 septembre l'ensemble des salariés du privé comme du public à une journée de grève pour les salaires. Solidaires Finances Publiques et la CGT Finances Publiques ont décidé de s'y inscrire et d'appeler l'ensemble des personnels de la DGFIP à y participer.

Ce choix était motivé par le fait qu'à la DGFIP la question de la rémunération est aussi un sujet d'importance au vu de l'inflation galopante ; de la perte du pouvoir d'achat due aux 10 années de gel de notre point d'indice ; du tassement des grilles indiciaires ; du manque d'abondement significatif des promotions et du gel de notre régime indemnitaire. Nul en peut ignorer qu'à la DGFIP aussi il devient difficile pour une grande partie des personnels de vivre dignement.

Le 29 septembre les personnels de la DGFIP se sont inscrits dans cette journée.

Pour Solidaires Finances Publiques et la CGT Finances Publiques le manque de reconnaissance de la technicité et de l'engagement de l'ensemble des personnels n'est plus acceptable. Il devient urgent de continuer à agir et à se mobiliser :

- pour une véritable revalorisation de notre rémunération, celle de 3,5 % du point d'indice est insuffisante au regard du retard cumulé depuis des années et en dessous de l'inflation ;
- pour ouvrir une réelle discussion autour de notre régime indemnitaire, des frais engagés par les personnels (déplacements, formation...)
- pour refuser toute notion de mérite dans la rémunération ;
- pour refuser et dénoncer la mise en place de primes exceptionnelles comme compensations, telle que la prime d'attractivité/fidélisation.
- pour exiger des parcours de carrière qui offrent de réelles perspectives de promotion

Pour nos organisations, les 850 suppressions d'emplois prévues dans le projet de loi de Finances 2023 et les 3 000 programmées pour l'ensemble du quinquennat sont une nouvelle provocation face aux besoins de notre administration. Cela confirme que la DGFIP et le Ministère sont les grands perdants de la politique gouvernementale alors que notre direction assure un rôle central dans le fonctionnement de l'État et des services publics.

Cette journée marque la relance des mobilisations en cette rentrée. Elle est une première riposte aux politiques libérales qui ne cessent d'accentuer les inégalités, cassent le service public et en particulier celui de la DGFIP. Les attaques qui se préparent contre les retraites avec l'allongement de la durée de cotisation vont dans le même sens.

Cette journée marque une colère dans l'ensemble des secteurs professionnels qui ne doit pas être muselée. Nous continuerons dans les semaines qui viennent, que ce soit sur la question de la rémunération, des retraites, de notre service public, à la faire émerger par tous les moyens.